



ÉTUDE DE CAS 2024

Hors d'atteinte

L'impact des armes explosives en Ukraine - Focus sur les zones difficiles d'accès

Quand les armes explosives sont utilisées dans des zones peuplées, elles ont des impacts directs et indirects sur la fourniture de services, la cohésion des communautés, l'accès humanitaire, la satisfaction régulière des besoins fondamentaux, la sécurité physique, la santé mentale et le bien-être psychologique, ainsi que sur d'autres aspects sociaux et économiques. Les défis et les conséquences humaines dans les zones difficiles d'accès - telles que les oblasts de Kharkiv, Mykolaïv et Kherson - montrent un schéma systématique et spécifique de dommages causés par les armes explosives pendant et après les conflits armés.



Introduction

Depuis l'intensification de la guerre en février 2022, les **besoins de la population civile en Ukraine sont devenus immenses**, notamment en matière de santé, d'éducation, de moyens de subsistance, de logement, de sécurité alimentaire, d'eau potable, de services énergétiques, de services sociaux, d'égalité de genre et de protection des personnes handicapées et d'autres groupes marginalisés. L'OCHA estime que plus de 14,6 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire en Ukraine. L'Ukraine compte actuellement plus de 3,6 millions de personnes déplacées internes et le nombre de personnes non déplacées ayant besoin d'une aide humanitaire reste élevé.

Depuis le 24 février 2022, le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) a recensé **29,330 victimes civiles dans le pays** : 10,191 morts et 19,139 blessés.¹ Sur ce nombre total de victimes civiles, **8,586 personnes ont été tuées et 18,131 blessées par des armes explosives à large rayon d'impact**.² Par ailleurs, 339 personnes ont été tuées et 757 blessées par des mines et des restes explosifs de guerre.³ Les chiffres réels sont selon toute vraisemblance beaucoup plus élevés, car les informations en provenance de zones où des hostilités intenses se déroulent ou se sont déroulées, telles que Marioupol, Lyssytchansk, Popasna et Sievierodonetsk, sont encore en attente de corroboration. Les **infrastructures éducatives et médicales ont également subi des dommages considérables** : 437 infrastructures médicales et 972 infrastructures éducatives ont été détruites ou endommagées.⁴

La guerre a également exacerbé les inégalités préexistantes pour les personnes handicapées et les autres personnes exposées à un risque accru de discrimination, d'exclusion, de marginalisation et/ou de violation de leurs droits. L'Évaluation de l'impact humain (juin 2023) a montré que les ménages déplacés ainsi que d'autres groupes vulnérables, notamment les personnes âgées, les familles nombreuses et les personnes souffrant de maladies chroniques ou de handicaps, sont ceux dont le niveau de vie, la santé et l'éducation sont les plus gravement impactés par la guerre. En particulier, **l'inégalité d'accès aux services** touche de manière disproportionnée les personnes handicapées, les personnes âgées, les ménages à faibles revenus, la communauté rom au sens large, et se traduit par des disparités géographiques.⁵

L'utilisation d'armes explosives en zones peuplées (EWIPA), à savoir les villes et les villages, ou tout autre lieu où vivent des civils, a des conséquences à la fois directes et indirectes. L'impact de l'utilisation d'armes explosives en zones peuplées est souvent associé aux grands centres urbains densément peuplés et dotés de réseaux et d'infrastructures étendus. Cependant, les zones difficiles d'accès, y compris les petites villes et les villages, parfois plus

¹ HCDH, 15 janvier 2024, « Ukraine: Protection of Civilians in Armed Conflict - December 2023 Update », p. 3. https://ukraine.un.org/sites/default/files/2024-01/Ukraine%20-%20protection%20of%20civilians%20in%20armed%20conflict%20%28December%202023%29_ENG_0.pdf

² Définis par le HCDH comme des « incidents au cours desquels des civils ont été tués ou blessés par des tirs d'artillerie, de chars et de systèmes de roquettes à lancement multiple (MLRS), par des missiles de croisière et balistiques (aériens, maritimes et terrestres) et par des frappes aériennes, y compris des munitions rôdeuses et d'autres véhicules aériens sans pilote (UAV) ».

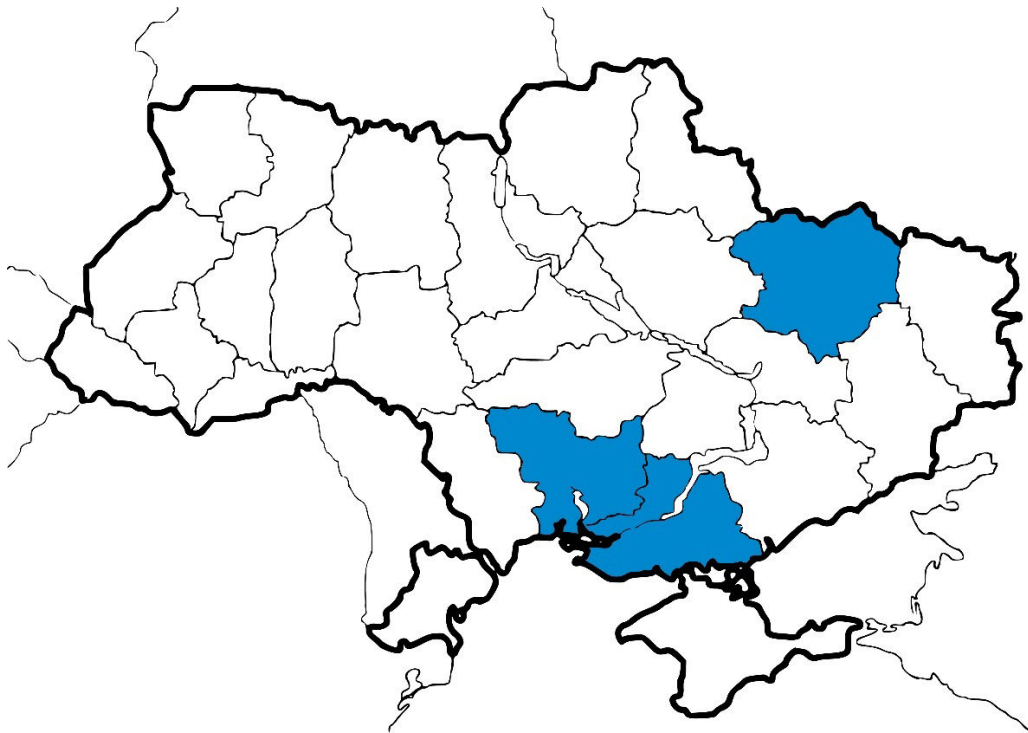
³ HCDH, 15 janvier 2024, « Ukraine: Protection of Civilians in Armed Conflict - December 2023 Update », p. 3. https://ukraine.un.org/sites/default/files/2024-01/Ukraine%20-%20protection%20of%20civilians%20in%20armed%20conflict%20%28December%202023%29_ENG_0.pdf

⁴ Ibid.

⁵ PNUD, juin 2023, « Human Impact Assessment [Ukraine] », p. 11. https://ukraine.un.org/sites/default/files/2023-06/undp-ua-hia-p_1.pdf

proches des lignes de front et fortement tributaires de ressources et d'infrastructures limitées, démontrent également le schéma systématique et spécifique de dommages causés par les armes explosives pendant et après les conflits armés. Le présent rapport se concentre sur des études de cas dans les oblasts de Kharkiv, Kherson et Mykolaïv pour mettre en évidence les effets directs et indirects de l'utilisation d'armes explosives en zones peuplées, et identifier les principaux défis ainsi que les bonnes pratiques à mettre en œuvre pour répondre aux besoins humanitaires et assurer la protection des civils. **Il se concentre sur les zones difficiles d'accès dans ces régions pour démontrer les impacts sur l'accès aux services, notamment les impacts spécifiques sur les infrastructures, en prenant en compte comment l'utilisation d'armes explosives exacerbe les facteurs de vulnérabilité et limite à la fois l'accès de la population aux services vitaux et l'accès des acteurs humanitaires.** Le rapport examine également l'impact sur les civils, notamment des attaques directes et de la contamination à long terme, en termes de victimes, de maisons et d'infrastructures détruites, de déplacements forcés et de limitation des moyens de subsistance.

Le présent rapport vise à mettre en lumière les conséquences humanitaires de l'utilisation d'armes explosives en zones peuplées en Ukraine et à définir comment la protection des civils peut être renforcée, en prenant en compte la *Déclaration politique sur le renforcement de la protection des civils contre les conséquences humanitaires découlant de l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées*, adoptée par 83 États en novembre 2022.⁶ L'impact de la guerre en Ukraine illustre les défis et les effets dévastateurs de l'utilisation d'armes explosives en zones peuplées, auxquels la Déclaration politique entend apporter une réponse.



Légende : Oblasts de Kharkiv, Mykolaïv et Kherson.

⁶ Gouvernement irlandais, Ministère des Affaires étrangères, 18 novembre 2022, « Déclaration politique sur le renforcement de la protection des civils contre les conséquences humanitaires découlant de l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées ». <https://www.dfa.ie/media/dfa/ourrolepolicies/peaceandsecurity/ewipa/EWIPA-Political-Declaration-Final-Rev-25052022.pdf>

Méthodologie

Les données probantes et les conclusions du présent rapport se basent sur l'expertise et l'expérience de HI en Ukraine, ainsi que sur 38 entretiens avec des informateurs clés de 13 parties prenantes internes et 25 parties prenantes externes, dont des organisations non gouvernementales nationales et internationales, des agences des Nations unies, des personnes bénéficiant de services de HI et des pouvoirs publics. Ces entretiens ont permis de recueillir de précieux exemples et éléments de contexte concernant l'impact de l'utilisation d'armes explosives en Ukraine. Les personnes interrogées ont été sélectionnées en fonction de leur domaine d'expertise, de leur zone d'opération et de leur rôle dans l'écosystème humanitaire afin de garantir un large éventail de données probantes et de perspectives. Les entretiens ont eu lieu entre mai et novembre 2023. Ce travail est complété par une analyse des données secondaires, y compris des études et des rapports d'ONG, d'organisations internationales et de la société civile en Ukraine, ainsi que des médias locaux.

Ce rapport s'appuie également sur une enquête sur les connaissances, les attitudes, les comportements et les pratiques (CAP) portant sur les engins explosifs et la Préparation et Protection aux conflits (PPP), en Ukraine, commandée conjointement par HI et le Danish Refugee Council (DRC).⁷ L'enquête CAP comprenait des données provenant de 2 294 répondants, 11 entretiens avec des informateurs clés et 24 discussions de groupe, recueillies en septembre 2023. L'enquête CAP comprenait également une analyse des données relatives aux victimes, extraites des registres officiels des accidents du Haut-Commissariat aux Droits de l'homme des Nations Unies et du Secrétariat de l'Autorité nationale ukrainienne de lutte contre les mines, portant sur les engins explosifs, venue étayer les conclusions du présent rapport.

Bien que ce rapport vise à illustrer l'impact de l'utilisation d'armes explosives, il ne prétend pas dresser une liste exhaustive des effets de ces armes en Ukraine. Des contraintes d'accès, notamment aux communautés situées dans les territoires occupés, ont limité la collecte de données et d'éléments de preuve. Par ailleurs, le présent rapport ne prétend pas établir les responsabilités ni comprendre l'intention qui sous-tend l'utilisation d'armes explosives dans les cas étudiés. Il se propose plutôt de mettre en évidence le type de dommages causés par les armes explosives, leur impact humain dévastateur et leurs conséquences spécifiques à long terme dans les zones peuplées difficiles d'accès en Ukraine.

⁷ La Préparation et la protection aux conflits (CPP) vise à lutter contre l'utilisation d'armes explosives en zones peuplées pendant les conflits armés en donnant aux civils les moyens d'améliorer leur préparation, de renforcer leur résilience et de se protéger contre les risques liés aux conflits.

Déclaration politique sur l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées

La Déclaration politique sur le renforcement de la protection des civils contre les conséquences humanitaires découlant de l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées a été élaborée dans le cadre d'un processus consultatif avec les États membres, les organes des Nations unies, le CICR et des organisations de la société civile coordonnées au sein du Réseau international sur les armes explosives (INEW). Elle répond à la **nécessité de renforcer le respect du droit international humanitaire (DIH) et de protéger les civils dans la guerre urbaine**. Le processus consultatif a abouti à l'adoption, en novembre 2022, d'une Déclaration Politique visant à remédier aux dommages causés par l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées, c'est-à-dire « une ville, un village ou toute autre zone contenant une concentration analogue de personnes civiles ou de biens de caractère civil ».⁸

Ni l'Ukraine ni la Russie n'ont signé la Déclaration politique. Toutefois, lors de la conférence de Dublin de 2022 sur l'utilisation d'armes explosives en zones peuplées, l'Ukraine a déclaré que « l'Ukraine soutient pleinement l'esprit et les objectifs de la Déclaration ». L'objectif principal et les principes de la Déclaration sont la quintessence du droit international humanitaire ainsi que de la Convention sur certaines armes classiques et ses protocoles [...] ».⁹ La Russie n'a pas pris une part active au processus consultatif concernant la Déclaration. La Russie et l'Ukraine ont toutes deux signé et ratifié les Conventions de Genève et leurs Protocoles additionnels.

Dans le cadre de cette étude, HI entend souligner l'importance de l'opérationnalisation des engagements humanitaires énoncés dans la Déclaration politique. La Déclaration politique comporte en effet deux sections opérationnelles. La première porte sur la restriction de l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées et sur le développement de nouvelles politiques et pratiques militaires. La seconde, liée à la première et mise en évidence dans le présent rapport, concerne l'importance de la fourniture d'une aide humanitaire adéquate, en tenant compte des défis spécifiques associés aux contextes dans lesquels les armes explosives sont utilisées en zones peuplées. La Déclaration politique énonce notamment les engagements suivants : faciliter l'**accès humanitaire** ; assurer le **marquage**, le **déminage** et l'**enlèvement** ou la **destruction des restes explosifs de guerre** dès que possible et dispenser de l'éducation **aux risques des engins explosifs** ; fournir, faciliter ou soutenir l'**assistance aux victimes ainsi qu'aux communautés touchées** de manière holistique et non discriminatoire ; assurer une collecte de **données désagrégées** pour tenir compte des impacts directs et indirects ; promouvoir la **diffusion et le respect du droit international humanitaire**, notamment à travers les politiques et les pratiques des États et de leurs forces armées.

⁸ CICR, 2016, « Questions/réponses sur l'emploi d'armes explosives en zones peuplées », Revue internationale de la Croix-Rouge, 98 (1), p 99, La guerre en milieu urbain. https://international-review.icrc.org/sites/default/files/irc_97_901-8.pdf

⁹ Gouvernement irlandais, ministère irlandais des Affaires étrangères, 2022, « Watch back. Explosive Weapons in Populated Areas », YouTube, Conférence de Dublin - Session de l'après-midi. <https://www.youtube.com/watch?v=qmkCPwSq5M4>

Armes explosives dans les zones peuplées en Ukraine

En Ukraine, l'**utilisation d'armes explosives est très répandue**, en particulier celles à large rayon d'impact. Action on Armed Violence (AOAV) estime que 95 % des pertes civiles en Ukraine se sont produites dans des zones peuplées.¹⁰

Les bombardements et les pilonnages des villes et des villages ukrainiens portent directement atteinte à la population civile qui fait face à un risque élevé de décès, de blessures liées à la guerre et de traumatismes psychologiques, entraînant des besoins accrus en matière de services de réadaptation, de soutien psychologique et psychosocial et autres services. Depuis le 10 octobre 2022, les attaques contre les infrastructures énergétiques et d'autres infrastructures essentielles de l'Ukraine se sont intensifiées, **exacerbant les besoins humanitaires**. Selon l'Évaluation rapide des dommages et des besoins (2023), la guerre a causé plus de 135 milliards de dollars de dommages directs aux bâtiments et aux infrastructures.¹¹

Les combats et les attaques en cours, ainsi que les engins explosifs hérités des conflits antérieurs à 2022, font des morts et des blessés parmi les civils, endommagent les infrastructures civiles et provoquent une contamination massive. L'Autorité nationale de lutte contre les mines (NMAA) considère que **25 % du territoire ukrainien a été exposé à la guerre** et, bien que des enquêtes soient nécessaires pour une meilleure identification, le coût du déminage et de la neutralisation des engins explosifs en Ukraine est actuellement estimé à 37,6 milliards de dollars.¹² Selon l'Observatoire des mines 2023, l'Ukraine a enregistré le deuxième plus grand nombre de victimes de mines et de restes explosifs de guerre en 2022.¹³

Les zones touchées par l'utilisation d'armes explosives, y compris par la contamination par engins explosifs, **peuvent se retrouver isolées à la suite de bombardements et pilonnages répétés. Cela crée un sentiment de « menaces invisibles »** au sein des communautés : de vastes zones ont été identifiées comme potentiellement contaminées et, en l'absence de planification d'activités de déminage humanitaire, les déplacements peuvent être restreints ou les personnes peuvent adopter des comportements dangereux dans des zones ou sur des itinéraires potentiellement fortement contaminés. Au-delà des questions liées à la contamination, l'**utilisation d'armes explosives en zones peuplées en Ukraine a d'autres conséquences à long terme** qui conduisent à la perturbation des opportunités sociales et économiques, ainsi qu'à l'interruption des services et de l'accès aux infrastructures vitales. Elle a également des effets domino sur l'éducation, la santé mentale et le bien-être psychosocial, ainsi que sur l'environnement, avec des impacts spécifiques sur les communautés vulnérables.

¹⁰ AOAV, 26 janvier 2024, « Ukraine: AOAV Explosive Violence Data on Harm to Civilians. » <https://aoav.org.uk/2024/ukraine-casualty-monitor/>

¹¹ Nations Unies en Ukraine, mars 2023, « Ukraine : évaluation rapide des dommages et des besoins en Ukraine : février 2022-février 2023 », p. 10. <https://ukraine.un.org/sites/default/files/2023-03/P1801740d1177f03c0ab180057556615497.pdf>

¹² HALO, 23 juin 2023, « HALO Trust calls for public-private coalition to fast-track landmine clearance in Ukraine. » <https://reliefweb.int/report/ukraine/halo-trust-calls-public-private-coalition-fast-track-landmine-clearance-ukraine>

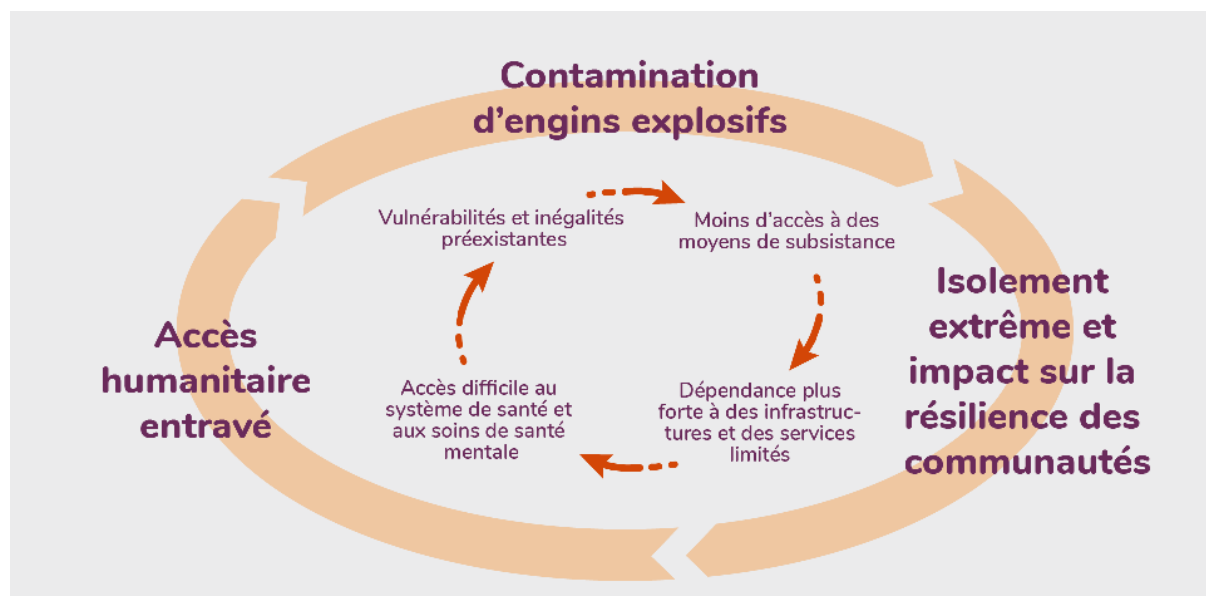
¹³ Campagne internationale pour interdire les mines, novembre 2023, « Landmine Monitor 2023 », p. 2. http://www.icbl.org/media/3389440/landmine-monitor-2023_web.pdf

Dans ce contexte, on observe des besoins spécifiques et parfois exacerbés dans les zones difficiles d'accès.

Pour HI en Ukraine, les zones sont identifiées comme difficiles d'accès sur la base de facteurs dynamiques, notamment la distance par rapport à la ligne de front, le contexte cinétique autour de la zone, l'évolution du conflit, la fréquence des bombardements et la contamination suspectée ou avérée. Les zones peuvent également être identifiées comme difficiles d'accès sur la base de critères qui ne sont pas nécessairement liés aux dynamiques du conflit : par exemple, leur isolement géographique préexistant, la distance qui les sépare des installations médicales, ou leur accès et niveau de dépendance aux services vitaux, aux infrastructures et aux systèmes de transport (tels que les routes, les ponts, etc.). Plus généralement, la définition des zones difficiles d'accès peut varier selon les acteurs et dépendre de facteurs tels que la tolérance au risque et les capacités, notamment financières et techniques.

On observe un schéma récurrent de dommages liés à l'utilisation d'armes explosives en zones peuplées. Cette analyse met en évidence les dommages spécifiques qui exacerbent les vulnérabilités dans les zones difficiles d'accès. **Dans le présent rapport, chaque exemple illustre pour chaque lieu et chaque incident les effets directs et indirects complexes de l'utilisation d'armes explosives en zones peuplées.** Par ailleurs, les répercussions de ces incidents suivent un schéma récurrent dans les différentes zones géographiques et leurs effets perdurent dans le temps. Après un incident, les facteurs de vulnérabilité créés ou exacerbés restent présents six mois, un an, deux ans plus tard, et l'expérience montre que ces impacts continueront d'évoluer.

Conséquences de l'utilisation d'armes explosives en zones peuplées dans les zones difficiles d'accès





Velyka Komyshevukha, oblast de Kharkiv - Impacts sociaux des engins explosifs



Contexte

Depuis l'intensification de l'invasion en 2022, le village de Velyka Komyshevukha, dans le district d'Izioum de l'oblast de Kharkiv, a été touché par l'utilisation d'armes explosives en zones peuplées, notamment **des bombardements, des attaques de missiles et de la contamination par les mines**. C'est un village agricole qui comptait 521 habitants avant février 2022, dont la majorité a fui. Actuellement, 95 personnes vivent dans la communauté. D'avril à septembre 2022, le village a été occupé par les forces russes et est aujourd'hui détruit à 90 %, selon les autorités du village.

Impact

Selon l'équipe de HI en charge de la Réduction de la violence armée, tous les champs entourant le village sont contaminés. La spécificité du village - reculé et étalé sur une vaste zone où se trouvent de nombreuses fermes - conjuguée à l'ampleur et à la diversité de la contamination, a créé le **sentiment** généralisé d'une « **menace invisible** », comme indiqué dans les entretiens. Il est impossible pour les quelques agriculteurs restants de cultiver leurs terres. À Velyka Komyshevukha, Nazar, 11 ans, a participé à une activité d'éducation aux risques des engins explosifs (EREE).¹⁴



Légende : Nazar, 11 ans, pose devant son ancienne école. « L'école du village a été bombardée une douzaine de fois ; elle a survécu à la Seconde Guerre mondiale, mais pas au conflit actuel », explique un point focal communautaire qui souhaite garder l'anonymat. Velyka Komyshevukha. octobre 2023. ©M. Monier/ HI.

« Je sais qu'il y a des restes explosifs dans mon village et cela me fait peur. J'en ai même vu qui ont explosé. C'est vraiment effrayant, je ne sais pas s'ils peuvent

exploder ou non. Par exemple, je dois aider ma grand-mère à cultiver son potager, alors nous avons commencé à vérifier s'il y avait des mines. Nous avons l'habitude de vérifier nous-mêmes la présence de mines en marchant et en labourant. [Pendant la session d'éducation aux risques des engins explosifs], j'ai compris que si je trouvais un engin suspect, je devais me tenir à distance et appeler le 101, le 102 et le 112, les services d'urgence. »

Outre le danger direct que représentent les engins explosifs, le sentiment de menace ressenti par les membres du village les a conduits à **réduire ou à interrompre leurs déplacements, à cesser de cultiver leurs terres ou à arrêter leurs activités sociales**,

¹⁴ EREE désigne « les activités qui visent à réduire le risque de blessures causées par des engins non explosés en sensibilisant les femmes, les filles, les garçons et les hommes en fonction de leurs différentes vulnérabilités, de leurs rôles et de leurs besoins, et en encourageant un changement de comportement ». Voir IMAS.

économiques ou professionnelles. Inna, membre de la communauté, a indiqué que la présence d'engins explosifs constitue un énorme obstacle : « Beaucoup de gens ont peur de cultiver leurs potagers et leurs parcelles de terre, beaucoup de gens. Avant, la majorité des habitants ici étaient des agriculteurs et des ouvriers agricoles, et maintenant les champs sont minés. »

La perturbation des services et la contamination ont eu un impact sur les moyens de subsistance des membres de la communauté, en particulier sur l'agriculture qui représente une part importante de l'économie ukrainienne. Par ailleurs, l'accès aux services, y compris aux magasins et aux services médicaux, est également limité en raison de la guerre. **Selon l'Évaluation de l'impact humain (juin 2023), 60 % des ménages interrogés et 73 % des déplacés internes interrogés ont déclaré que leurs moyens de subsistance avaient été affectés depuis l'intensification de la guerre ;** nombre d'entre eux ont indiqué que cela était dû à des problèmes de sécurité.¹⁵ Fait notable, les personnes travaillant dans l'agriculture sont statistiquement plus susceptibles (augmentation de 61,6 %) que les autres groupes de référence d'**adopter un comportement à risque** face aux armes explosives.¹⁶ Dans tous les oblasts, les hommes sont majoritairement plus susceptibles d'être victimes d'accidents dus à des engins explosifs (82 %), tandis que les enfants (garçons et filles) représentent 10 % des victimes d'engins explosifs en Ukraine.¹⁷



Légende : Inna, 53 ans, participante à une session d'éducation au risque : « Avant la guerre, nous avions un café ici. Les jeunes s'y retrouvaient pour se détendre. Il y avait des tables, des boutiques, des cafés, tout était parfait. Aujourd'hui, nous sommes nombreux à avoir peur de cultiver nos jardins, nos parcelles de terre. Dans notre région, beaucoup de gens vivaient principalement de l'agriculture. Avant, les gens travaillaient pour les agriculteurs, mais aujourd'hui, les champs sont minés. Notre village est détruit à 90 % ». Velyka Komyshevka. octobre 2023. ©M. Monier / HI

Réponse

Selon un agent en charge de l'éducation aux risques de HI, « il est très important [...] d'organiser des séances de sensibilisation dans les villages isolés comme celui-ci, car il y a beaucoup de restes explosifs de guerre. C'est pourquoi il est important de sensibiliser les civils au danger des mines, non seulement dans les grandes villes d'Ukraine, mais aussi dans les villages reculés, coupés du reste du monde par la guerre. » Ici, l'utilisation d'armes explosives a entraîné une perturbation des services et des besoins accrus en matière de soutien psychologique et psychosocial, avec des conséquences sociales et économiques. La communauté dépend **de services médicaux mobiles ainsi que d'un bus social et d'une voiture postale** qui se rendent au village une fois par semaine. Inna précise : « Ceux qui

¹⁵ PNUD, juin 2023, « Human Impact Assessment [Ukraine] », p 33. https://ukraine.un.org/sites/default/files/2023-06/undp-ua-hia-p_1.pdf

¹⁶ Danish Refugee Council (DRC) et HI, décembre 2023, « KABP Survey Report: Ukraine 2023 », p 61. <https://reliefweb.int/report/ukraine/kabp-survey-report-ukraine-2023>.

¹⁷ Ibid, p 37.

disposent de leur propre moyen de transport peuvent vivre dans le village [confortablement]. Ils peuvent se déplacer, mais sinon, c'est difficile. Il n'y a ni magasins, ni bureau de poste. Il n'y a rien. » Dans de tels contextes, une approche holistique d'assistance aux victimes pour le déminage et la destruction des restes explosifs de guerre est cruciale afin de renforcer la protection des civils, répondre à leurs besoins pendant et après les hostilités et limiter leur exposition aux armes et engins explosifs. Cette approche repose sur un ensemble d'activités visant à répondre aux besoins et aux droits des victimes d'engins explosifs et d'armes explosives utilisées en zones peuplées. Elle englobe la collecte de données, les soins médicaux d'urgence et continus, la réadaptation, le soutien psychosocial et psychologique, l'inclusion socio-économique, les lois et les politiques - non seulement pour les survivants, mais aussi pour les communautés touchées par la contamination - conformément à la Norme internationale de l'action contre les mines (NILAM) 13.10.¹⁸

« C'est un désastre, et cela le restera de nombreuses années durant, tant que nous trouverons des choses qui impactent ou tuent des gens. Nous n'aurons pas de répit, nous ne pourrions nous détendre mentalement avant longtemps, très longtemps. Les gens vont stresser pendant longtemps, pensant que quelque chose peut les frapper, les tuer. » - Serhiy, HI Ukraine, Responsable Zone Accès humanitaire et Sécurité.



Snihourivka, oblast de Mykolaïv - Perturbation des activités agricoles et des moyens de subsistance



Contexte

Snihourivka est une petite ville du district de Bachtanka dans l'oblast de Mykolaïv. C'est le centre administratif du district, qui a été occupé pendant neuf mois, jusqu'en novembre 2022. C'est une petite ville mais un important nœud ferroviaire. **Les infrastructures** de la ville et des communautés environnantes ont subi

d'importants dommages et il existe un risque important de contamination par engins explosifs. Avant la guerre, Snihourivka comptait près de 22 000 habitants répartis dans 22 quartiers, mais selon les autorités locales, seules 4 000 personnes ont demandé une aide humanitaire après la fin des combats entre les forces ukrainiennes et russes pour le contrôle de la ville.

Impact

Pendant de nombreux mois, Snihourivka a été une « ville de la ligne de front ». Elle a subi d'importantes destructions dues à des bombardements dévastateurs. Selon la responsable de la municipalité, aucun quartier n'a été épargné : « Des bâtiments administratifs, des écoles et des crèches ont été détruits. Deux de nos 14 écoles, en particulier, ne sont plus que des tas de briques. Le degré de destruction varie d'un endroit à l'autre : à certains endroits, seules les fenêtres sont brisées, tandis que d'autres sont réduits à l'état de ruines.

¹⁸ UNMAS, 1^{er} septembre 2021, « NILAM 13.10 : Assistance aux victimes dans le cadre de l'action contre les mines. » https://www.mineactionstandards.org/fileadmin/uploads/imas/Standards/English/IMAS_13.10_Ed.1_Am.1.pdf

L'étendue totale des dégâts est encore inconnue, car nous ne pouvons pas nous rendre partout en raison du grand nombre de mines qui se trouvent dans les environs ».¹⁹

Par ailleurs, les **économies et les industries locales ont été lourdement touchées**, avec pour conséquence un déclin de l'activité, notamment de l'usine de tomates de Snihourivka, troisième producteur de concentré de tomates en Europe et principale entreprise génératrice de revenus de la ville et de la région. L'usine a été occupée par les forces russes et utilisée comme base militaire pendant neuf mois. Les entreprises agricoles n'ont pas pu faire les récoltes, ce qui a entraîné une baisse des recettes fiscales et une réduction de 70 % du budget de la ville.²⁰ Les installations ont été détruites à 60 % en raison des violents combats entre les forces ukrainiennes et russes. Selon un employé, « l'atelier de production et le laboratoire ont été réduits en cendres. L'entrepôt de produits finis a aussi été gravement endommagé. Environ 35 000 livres de concentré de tomates y étaient stockées. Le concentré de tomates a brûlé ».²¹ L'entreprise possédait deux autres usines, dont une à l'extérieur de Mykolaïv, qui a subi des bombardements réguliers. « Certains membres du personnel étaient littéralement sous le feu des armes », a déclaré un autre employé lors d'une interview télévisée.²²

Selon le Réseau Mondial d'Informations Agricoles (GAIN), cité par OCHA, « plus de la moitié des 14,7 millions de ménages ukrainiens sont impliqués dans la production agricole à petite échelle, et 8,3 millions de ménages subviennent aux besoins alimentaires de leur famille et de leur communauté ».²³ De plus, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la **guerre a entravé l'accès à l'alimentation et exacerbé la vulnérabilité des systèmes alimentaires ruraux**. En outre, OCHA note que l'absence de génération de revenus, la perturbation des services essentiels, les déplacements, ainsi que l'adoption de mécanismes d'adaptation négatifs pour accéder à l'alimentation et aux fournitures continuent de représenter des menaces pour la population civile, y compris une menace pour la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance, tant en Ukraine qu'au niveau international.²⁴ En effet, la fin de l'Initiative céréalière de la mer Noire en juillet 2023 a vu une augmentation des attaques sur les ports et les installations céréalières, ce qui a eu un impact sur les civils dans la région ainsi que sur les exportations agricoles. Avant la guerre, l'agriculture en Ukraine représentait 10 % du PIB du pays et générait 41 % des exportations totales.²⁵ En 2023, des études ont fait état d'une baisse de 40 % des récoltes d'hiver.²⁶

¹⁹ Décentralisation, 2 décembre 2022, « Where once was a flourishing municipality, there are ruins. » <https://decentralization.gov.ua/en/news/15824>.

²⁰ Ibid.

²¹ RFDTV, 7 juillet 2023, « The Ukraine Report: Largest tomato processor that was under fire is making a comeback. » <https://www.rfdtv.com/the-ukraine-report-largest-tomato-processor-that-was-under-fire-is-making-a-comeback>

²² Ibid.

²³ OCHA, décembre 2022, « Humanitarian Needs Overview: Ukraine », p. 20. <https://www.unocha.org/ukraine>

²⁴ Ibid, p. 64.

²⁵ Les Nations Unies en Ukraine, mars 2023, « Ukraine : évaluation rapide des dommages et des besoins en Ukraine : février 2022-février 2023 », p. 60. <https://ukraine.un.org/sites/default/files/2023-03/P1801740d1177f03c0ab180057556615497.pdf>

²⁶ OCHA, décembre 2022, « Humanitarian Needs Overview: Ukraine », p. 64. <https://www.unocha.org/ukraine>



Légende : Marquage de champs de mines présumés à Snihourivka, juin 2023. © M. El Hawz / HI.

Réponse

Les pouvoirs publics, les organisations humanitaires et les acteurs privés ont déjà commencé à assurer **le marquage, le déminage et l'enlèvement ou la destruction des restes explosifs de guerre dans la communauté**, et ont trouvé des solutions innovantes, y compris des maisons mobiles, pour répondre aux besoins en matière de logement.²⁷ Par exemple, Nibulon, une entreprise céréalière basée à Mykolaïv, a obtenu son accréditation pour réaliser une enquête non technique, laquelle constitue la première étape de la remise à disposition des terres, afin d'évaluer l'étendue de la contamination et de soutenir les efforts de déminage dans la région. Ce processus prévoit une évaluation de la contamination via la collecte d'informations, des évaluations documentaires et des visites sur le terrain afin de soutenir une prise de décision fondée sur des données probantes et de permettre aux enquêteurs de classer une zone comme exempte de tout soupçon d'engins explosifs ou comme une zone dangereuse présumée ou confirmée.²⁸ Néanmoins, « La responsabilité première de la lutte antimines incombe au gouvernement du pays touché ».²⁹ La lutte contre les mines reste avant tout une préoccupation humanitaire, l'objectif principal étant la protection des civils.³⁰

En décembre 2023, selon les estimations des acteurs humanitaires et des organisations internationales, 6,7 millions de personnes en Ukraine auront besoin d'une assistance en

²⁷ U.S.-Ukraine Business Council, 22 March 2023, « Saving Ukraine's Economy: the Grain Giant Fighting for Survival. » <https://www.usubc.org/site/recent-news/saving-ukraine-rsquo-s-economy---the-grain-giant-fighting-for-survival>

²⁸ Centre international de déminage humanitaire de Genève (CIDHG), août 2019, « A Guide to Non-Technical Survey » p 10-12. https://www.gichd.org/fileadmin/uploads/gichd/Publications/a_guide_to_non-technical_survey_NTS_GICHD.pdf p. 10-12.

²⁹ UNMAS, 1er janvier 2003, « NILAM 01.10 : Guide d'application des normes internationales de l'action contre les mines (NILAM) », p. 3. https://www.mineactionstandards.org/fileadmin/uploads/imas/Standards/English/IMAS_01.10_Ed.2_Am.10.pdf

³⁰ Ibid, p. 4.

matière de lutte contre les mines en 2024.³¹ La lutte contre les mines désigne « les activités visant à réduire l'impact social, économique et environnemental des engins explosifs ». ³² Il est **impératif que tous les acteurs respectent les normes relatives au déminage humanitaire** afin d'assurer et coordonner les activités d'éducation aux risques, les enquêtes non techniques, les enquêtes techniques et le déminage et qu'ils intègrent l'assistance aux victimes dans la lutte contre les mines, ce qui inclut les services d'orientation, la collecte de données désagrégées par handicap, genre et âge et la gestion de l'information.



Kotlyareve, oblast de Mykolaïv - Auto-organisation de la communauté et évaluation des besoins perturbées



Contexte

En 2022, Kotlyareve, dans l'oblast de Mykolaïv, se trouvait sur la ligne de front de la guerre et a subi quotidiennement des **bombardements et des tirs de missiles** qui ont endommagé l'école, les maisons, les dortoirs des ouvriers agricoles et détruit le magasin du village. En août 2022, selon les témoignages de résidents, il restait 180 personnes dans la communauté, qui comptait 1 600 habitants avant la guerre.³³ Les autorités régionales estiment que la population s'élève aujourd'hui à plus de 300 personnes.

Impact

L'utilisation incessante d'armes explosives dans cette zone - surtout les bombardement - a massivement limité l'accès des civils aux services. Il a également été extrêmement difficile pour les points focaux communautaires et les ONG d'atteindre les personnes dans le besoin, y compris les personnes déplacées cherchant à rentrer chez elles.³⁴ À Kotlyareve, les tirs de missiles et les bombardements **ont endommagé ou détruit des maisons, un dortoir d'ouvriers agricoles, l'école, l'église et l'épicerie du village.**³⁵ En 2022, le village a subi des pilonnages incessants avec des munitions de 82 à 152 mm de calibre, et des armes incendiaires telles que des munitions au phosphore blanc ont été utilisées.³⁶ Il est devenu très difficile pour les autorités locales et les organisations humanitaires d'identifier les personnes à risque et d'évaluer leurs besoins. Il reste peu de bâtiments debout et des évacuations obligatoires ont été nécessaires, ce qui s'est traduit par une baisse massive de la population du village. Pour ceux qui sont restés, les bombardements sont devenus une nouvelle normalité. Un résident a déclaré : « Je ne pars pas. Il y a parfois beaucoup de bombardements. Ma maison n'a pratiquement pas été endommagée, juste quelques éclats

³¹ HCR, décembre 2023, « Humanitarian Needs and Response Plan Ukraine », p. 80. <https://www.unhcr.org/ua/wp-content/uploads/sites/38/2024/01/Ukraine-HNRP-2024-Humanitarian-Needs-and-Response-Plan-UA-20240110.pdf>

³² UNMAS, 1^{er} janvier 2003, « NILAM 01.10 : Guide d'application des normes internationales de l'action contre les mines (NILAM) », p. 2. https://www.mineactionstandards.org/fileadmin/uploads/imas/Standards/English/IMAS_01.10_Ed.2_Am.10.pdf

³³ Anthony Borden, 19 août 2022, « Ghost Villages on the Mykolaïv », Institute for War and Peace Reporting. <https://iwpr.net/global-voices/ghost-villages-mykolaiv-front>

³⁴ Voir par exemple le village de Shevchenkove, confronté à de nombreux défis pour la reconstruction et la réparation des bâtiments et des maisons endommagés par les bombardements : <https://www.theguardian.com/world/2023/aug/20/ukraine-people-back-first-needs-glass-broken-windows>

³⁵ Anthony Borden, 19 août 2022, « Ghost Villages on the Mykolaïv », Institute for War and Peace Reporting. <https://iwpr.net/global-voices/ghost-villages-mykolaiv-front>

³⁶ Ibid.

d'obus. J'ai la chance que ma maison ne soit pas en première ligne du village, ce n'est donc pas dangereux. **On s'y habitue.**»³⁷

Les personnes qui sont rentrées chez elles ou s'apprêtent à rentrer doivent faire face aux dégâts subis par leurs maisons et à l'absence du magasin local qui vendait des équipements et des marchandises et qui a brûlé. La capacité d'acheter de la nourriture et des articles non alimentaires est fortement limitée, et beaucoup de personnes dépendent de l'aide humanitaire et du soutien de la communauté.³⁸

Réponse

À Kotlyareve, ainsi que dans d'autres communautés de la ligne de front, les points focaux communautaires ont joué un rôle clé en assurant l'accès humanitaire à et depuis des zones largement inaccessibles du fait de l'occupation et des bombardements. À Shevchenkove Hromada, un prêtre a fait office de **point focal pour relier les communautés**, y compris Kotlyareve, et s'est chargé de fournir de la nourriture, des générateurs et de répondre à d'autres besoins de base. Il a également pris part aux opérations d'évacuation, empruntant souvent des routes boueuses ou défoncées, prenant des itinéraires alternatifs et parcourant plus de 100 km pour permettre aux civils de Kotlyareve d'accéder à des services à Mykolaïv (en temps normal, le trajet est de 25 km) ou plus à l'est, à Kryvy Rih.

Les points focaux communautaires sont l'un des moyens utilisés par les Ukrainiens pour répondre à l'utilisation d'armes explosives dans les villes et les villages. Un rapport publié par l'ONG Centre for Civilians in Conflict (CIVIC) met en lumière le **large éventail de pratiques adoptées par les Ukrainiens pour assurer leur sécurité, celle de leurs communautés et de leurs foyers**. Néanmoins, « malgré l'impressionnante auto-organisation et les stratégies créatives que les civils ont adoptées pour éviter de subir des dommages, ils restent exposés à des risques importants et doivent faire face à des lacunes considérables en matière de protection ». CIVIC recommande, par exemple, de publier des itinéraires d'évacuation clairs, d'augmenter le nombre d'abris accessibles et d'améliorer les systèmes d'alerte précoce.³⁹ La diffusion de messages clairs et cohérents sur l'éducation aux risques des engins explosifs (EREE) et sur la Préparation et Protection aux conflits est essentielle pour garantir et renforcer la protection des civils.

Dans toutes les régions, les autorités locales et les acteurs humanitaires ont exprimé leur inquiétude quant à la banalisation des sirènes de raids aériens et à la diminution des réactions des civils face aux risques. Il est prouvé que « l'exposition fréquente à certains dangers peut conduire à un sentiment de banalisation ou de désensibilisation qui fait que les risques sont perçus comme faisant partie de la vie quotidienne et peuvent ne pas être considérés comme graves par rapport aux perceptions de la population dans des zones moins exposées ». ⁴⁰

Compte tenu de l'environnement d'alerte et de vigilance omniprésent en Ukraine, y compris les sirènes régulières de raids aériens avertissant d'éventuels bombardements, **l'ensemble**

³⁷ Ibid.

³⁸ UNICEFusa, 12 janvier 2023, « UNICEF Provides Warm Winter Clothes for Ukraine's Children ».

<https://www.unicefusa.org/stories/unicef-provides-warm-winter-clothes-ukraines-children>

³⁹ Centre for Civilians in Conflict (CIVIC), « Self-protection in Practice: Ukrainian Efforts to Avoid Harm During the Russian Invasion. » https://civiliansinconflict.org/wp-content/uploads/2023/03/CIVIC_Ukraine-SelfProtect_ENG.pdf

⁴⁰ Danish Refugee Council (DRC) et HI, décembre 2023, « KABP Survey Report: Ukraine 2023 », p 83. <https://reliefweb.int/report/ukraine/kabp-survey-report-ukraine-2023>.

de la population peut être considérée comme exposée aux armes explosives.⁴¹ Selon l'enquête KABP 2023, plus de 50 % des personnes interrogées ont eu un comportement à risque vis-à-vis des armes explosives.⁴²

Afin de promouvoir des comportements sûrs, les autorités locales et les acteurs humanitaires, dont HI, organisent des sessions de sensibilisation sur la Préparation et la Protection aux conflits qui visent à **donner aux civils les moyens d'améliorer leur préparation, de renforcer leur résilience et de se protéger contre les risques liés aux conflits**. Ces sessions sensibilisent notamment à la nécessité de préparer des articles de première nécessité et les papiers indispensables, d'adopter des comportements sûrs en cas d'urgence et de prendre des mesures pour éviter les dommages, et expliquent par exemple quoi faire après une exposition à des armes explosives.

« Je voudrais dire une chose importante à propos du risque. Il y a une grande différence entre connaître le risque ou la menace et comprendre ce qu'il faut faire face à ce risque ou à cette menace. Il y a une différence entre être préparé et être prêt. Malheureusement, les personnes qui vivent dans des zones dangereuses perdent très vite cette sensibilité au risque parce qu'elles s'habituent à vivre à proximité de la menace. » - Serhiy, HI Ukraine, Responsable Zone Accès humanitaire et Sécurité.



Plusieurs villes et villages touchés par la catastrophe du barrage de Kakhovka, dans les oblasts de Mykolaïv et de Kherson - Impact direct sur l'accès à l'eau potable



Contexte

En juin 2023, la rupture du barrage de la centrale hydroélectrique de Kakhovka a entraîné des **inondations massives, une augmentation des besoins humanitaires et l'évacuation urgente** des communautés situées le long du fleuve Dniepr.⁴³ Le réservoir de Kakhovka, l'un des plus grands d'Europe, était connu sous le nom de « mer de Kakhovka » en raison de sa vaste étendue de 18 kilomètres cubes.⁴⁴ Le réservoir était la principale source d'eau pour un grand nombre de villes, de villages et de terres agricoles dans le sud de l'Ukraine. Outre l'impact des inondations, nombre de ces zones ont continué à subir des bombardements réguliers.

Impact

La destruction du barrage a provoqué des **inondations dans 80 villes et villages** le long du fleuve Dniepr. Plus de 37 000 unités résidentielles ont été touchées, dont 15 % sont

⁴¹ Ibid, p 70.

⁴² Ibid.

⁴³ HI, 8 juin 2023, « Déclaration : La destruction du barrage de Nova Kakhovka en Ukraine. » <https://www.hi-us.org/en/statement-destruction-of-nova-kakhovka-dam-in-ukraine>

⁴⁴ UN News, 16 juin 2023, « Ukraine : 700.000 personnes touchées par des pénuries d'eau à la suite de la catastrophe d'un barrage. » <https://news.un.org/en/story/2023/06/1137797>

irréparables.⁴⁵ Elle a contraint plus de 3 600 personnes, dont 600 enfants, à quitter leurs maisons et leurs communautés.⁴⁶ En outre, plus de 150 tonnes d'huile de moteur se sont déversées dans le fleuve Dniepr, sans compter les autres impacts environnementaux.⁴⁷ La destruction du barrage, ainsi que d'autres infrastructures hydrauliques, a engendré un certain nombre d'effets domino et de conséquences liées, comme la détérioration de l'irrigation des terres agricoles dans le sud (en juillet 2023, 94 % du total des terres agricoles de la région de Kherson ont été déclarées desséchées), et a eu un **impact massif sur l'agriculture et les moyens de subsistance de la population** du fait de l'épuisement de l'eau dans les canaux d'irrigation.⁴⁸ L'impact écologique à long terme sera immense.

L'une des principales conséquences a été un manque d'accès à l'eau. REACH estime que l'assèchement du réservoir de Kakhovka a eu un **impact grave ou catastrophique sur l'approvisionnement en eau de près d'un million de personnes** dans les oblasts de Dnipropetrovsk, Kherson et Zaporijjia.⁴⁹ Près de 700 000 personnes dépendaient du réservoir de Kakhovka pour leur approvisionnement en eau potable.⁵⁰ Les villes et les villages de la région méridionale du Dniepr ont été gravement touchés, les niveaux d'eau du fleuve Dniepr ayant baissé de 70 %. Selon les Nations unies, la brèche a affecté les stations de pompage et privé les communautés riveraines d'une source d'eau.⁵¹ Les inondations ont également eu un impact important sur les puits qui, à certains endroits, étaient remplis d'eau sale et, à d'autres, n'avaient plus du tout d'eau.

L'accès au territoire occupé sur la rive gauche du fleuve Dniepr reste limité, ce qui rend difficile l'évaluation de l'impact humain et environnemental réel.⁵² Par ailleurs, outre les répercussions sur les moyens de subsistance, l'accès humanitaire et les infrastructures, les eaux de crue présentent également des risques liés au déplacement de mines terrestres et d'engins non explosés.

Réponse

Pour répondre aux besoins immédiats, les organisations humanitaires ont apporté une **aide d'urgence, travaillant en coordination avec les services d'urgence, les pouvoirs publics et des groupes de bénévoles**, dans certains cas sous la menace permanente d'armes explosives. Plus de 4,3 millions de litres d'eau potable ont été livrés par les organisations

⁴⁵ Gouvernement de l'Ukraine et Nations Unies, octobre 2023, « Post-Disaster Needs Assessment: 2023 Kakhovka Dam Disaster, Ukraine » p 42. <https://reliefweb.int/report/ukraine/post-disaster-needs-assessment-2023-kakhovka-dam-disaster-ukraine-enuk>

⁴⁶ Save the Children, 25 juillet 2023, « Ukraine: Thousands of Children Lack Safe Drinking Water as Kakhovka Dam Crisis Unravels. » <https://www.savethechildren.net/news/ukraine-thousands-children-lack-safe-drinking-water-kakhovka-dam-crisis-unravels>

⁴⁷ TCH/TSN News Ukraine, 6 juin 2023, « At least 150 tons of oil got into the Dnipro. » <https://tsn.ua/ato/pidriv-kahovskoyi-ges-u-dnipro-potrapilo-schonaymenshe-150-tonn-mashinnogo-mastila-2344507.html>

⁴⁸ Save the Children, 25 juillet 2023, « Ukraine: Thousands of Children Lack Safe Drinking Water as Kakhovka Dam Crisis Unravels. » <https://www.savethechildren.net/news/ukraine-thousands-children-lack-safe-drinking-water-kakhovka-dam-crisis-unravels>

⁴⁹ OCHA, 7 juillet 2023, « Ukraine - Humanitarian Impact and Response Flash Update #10: Destruction of Kakhovka Dam. » <https://reliefweb.int/report/ukraine/ukraine-humanitarian-impact-and-response-flash-update-10-destruction-kakhovka-dam-7-jul-2023-enuk>

⁵⁰ OCHA, 22 juin 2023, « Ukraine – Destruction of Kakhovka Dam – Flash Update #8. » <https://reports.unocha.org/en/country/ukraine/flash-update/78AZk8yKff9IXJIQaSmPx3/>

⁵¹ UN News, 7 juin 2023, « Ukraine dam disaster: Lack of clean water, spread of disease, major risks. » <https://news.un.org/en/story/2023/06/1137422>

⁵² Kullab, Samya and Novikov, Illia, 28 décembre 2023, « Russia covered up and undercounted true human cost of floodings after dam explosion, AP investigation finds », APNews. <https://apnews.com/article/russia-ukraine-war-dam-collapse-kakhovka-kherson-daacdc431f42912dfb91548794f03a3c>

humanitaires aux communautés touchées au cours du premier mois de la réponse, en plus de la fourniture d'unités de traitement de l'eau et de tablettes de purification.⁵³ Si de nombreuses communautés ont pu résoudre le problème en forant de nouveaux puits, cette solution n'a pas pu être déployée partout car il faut des générateurs pour forer et toutes les communautés n'ont pas accès aux infrastructures énergétiques.

Outre l'impact sur l'eau potable, la destruction ou l'endommagement des logements et des infrastructures est l'une des conséquences immédiates les plus importantes de la rupture du barrage, après l'impact sur l'environnement. Selon Right to Protection, une ONG ukrainienne, les demandes d'aide les plus fréquentes portent sur l'**assistance juridique** pour s'y retrouver dans les procédures bureaucratiques des mécanismes d'indemnisation des dommages, ainsi que sur les services économiques et sociaux.⁵⁴ À ces demandes s'ajoutent les besoins en matière de soutien psychosocial et social, ainsi que d'autres services de base. Il est nécessaire de **poursuivre l'évaluation** des effets directs et indirects à moyen et long terme de la rupture du barrage, notamment sur l'environnement, et des effets conjugués des hostilités en cours.

Dans les zones difficiles d'accès, pour des raisons liées à la sécurité, à la contamination par engins explosifs, aux impacts environnementaux comme les inondations, à l'état des routes et d'autres infrastructures ou à d'autres contraintes d'accès, il existe un **besoin immense de collecte et de partage de données** entre les acteurs en vue d'une réponse fondée sur des données probantes et d'un rétablissement à long terme.



Darivka, oblast de Kherson - Conséquences disproportionnées sur les communautés les plus à risque



Contexte

Les populations des zones les plus proches de la ligne de front sont confrontées à des défis spécifiques en matière d'accès à l'aide humanitaire. Seuls quelques acteurs humanitaires travaillent dans les zones situées dans un rayon de 5 km autour du fleuve Dniepr, dont la plupart subissent des frappes aériennes régulières. Nombre de ces communautés ont également été gravement touchées par les inondations provoquées par la catastrophe du barrage de Kakhovka. En novembre 2023, le Responsable de la hromada de Darivka estimait que **240 maisons avaient été endommagées par les inondations et plus de 800 par des bombardements**. La population de la hromada est estimée à 7 000 personnes, dont 4 000 personnes âgées, 750 enfants et 300 personnes handicapées, ainsi que 1 000 déplacés internes provenant de localités voisines inaccessibles.⁵⁵

⁵³ OCHA, 7 juillet 2023, « Ukraine - Humanitarian Impact and Response Flash Update #10: Destruction of Kakhovka Dam », p 2. <https://reliefweb.int/report/ukraine/ukraine-humanitarian-impact-and-response-flash-update-10-destruction-kakhovka-dam-7-jul-2023-enuk>

⁵⁴ Right to Protection, 7 décembre 2023, « Monitoring of the consequences of the explosion of the Kakhovska Dam », p 2. https://reliefweb.int/report/ukraine/monitoring-consequences-explosion-kakhovska-dam-enuk?_gl=1*kj3ivr*_ga*ODk4ODEzOTIyLjE2OTg2NTk3OTY.*_ga_E60ZNX2F68*MTcwNjI1NzMxMC42LjEuMTcwNjI1ODEyNi4yNC4wLjA

⁵⁵ REACH, 10 novembre 2023, « Situation Update in Frontline Areas - Darivka Hromada, Khersonska. »

Impact

Comme toutes les zones peuplées proches d'une ligne de front, soumises à des bombardements et pilonnages incessants, la majeure partie de la population du village a été contrainte d'évacuer et de fuir. **Les acteurs humanitaires estiment que 70 à 80 % des personnes qui restent à Darivka, dans des zones inaccessibles telles que Poniativka et d'autres communautés similaires, sont des personnes âgées, avec une forte proportion de personnes handicapées.** D'après les témoignages recueillis par HI, les personnes confrontées à un risque accru de discrimination, d'exclusion, de marginalisation et/ou de violation de leurs droits, qui n'ont souvent pas les moyens physiques ou financiers d'évacuer, ont été forcées de rester dans leurs sous-sols pendant des jours ou des mois, seules ou avec leurs aidants. Le traumatisme subi après des mois d'isolement forcé, les bombardements et pilonnages incessants et le manque de soins essentiels auront des conséquences sur les communautés vulnérables et leurs aidants pendant des années.

L'impact de la guerre sur les personnes âgées a été particulièrement important. En Ukraine, un quart de la population a plus de 60 ans.⁵⁶ En outre, plus de 80 % des retraités célibataires, dont la majorité sont des femmes, vivent sous le seuil de pauvreté.⁵⁷ La guerre a eu pour conséquence une grave détérioration des droits humains des personnes âgées, notamment en ce qui concerne le droit à la vie, à la sécurité sociale, à un logement adéquat et à la santé physique et mentale. HI a observé que de nombreuses personnes âgées restent dans des zones fortement touchées par le conflit, parce qu'elles ne veulent pas partir ou sont dans l'incapacité de partir.

Le Plan d'intervention humanitaire 2024 des Nations unies a établi que plus de 2,1 millions de personnes handicapées ont besoin d'une assistance humanitaire. Cependant, la participation des personnes handicapées au système humanitaire est limitée ; par conséquent, les obstacles existants aux services humanitaires ne sont pas pris en compte et les inégalités préexistantes sont exacerbées. Selon Fight for Right, des difficultés et des obstacles persistants empêchent l'évacuation et l'accès à l'aide humanitaire en temps voulu, exposant ainsi les personnes handicapées à des risques importants. On peut notamment citer l'incapacité des autorités locales à lancer des évacuations rapides et centralisées, les lacunes de l'environnement réglementaire, le déficit d'informations officielles et accessibles, le manque de transports et d'abris accessibles, et le manque de données statistiques indispensables pour se préparer correctement à répondre aux besoins des personnes handicapées.⁵⁸ Les États, les acteurs humanitaires et les acteurs privés doivent prendre en compte la diversité des obstacles, les facteurs intersectionnels et le spectre des besoins des personnes en fonction de leur genre, de leur âge et de leur handicap.

Dans des communautés comme Darivka, la sécurité est le principal obstacle à l'accès aux personnes dans le besoin. La situation exige une coordination étroite entre les autorités, en particulier les autorités locales dans les petites villes et les villages, et les acteurs humanitaires. Dans les zones soumises à des bombardements incessants, les autorités

⁵⁶ Nations Unies en Ukraine, 24 mai 2023, « Briefing paper: The human rights situation of older persons in Ukraine in the context of the armed attack by the Russian Federation. » <https://ukraine.un.org/en/232945-briefing-paper-human-rights-situation-older-persons-ukraine-context-armed-attack-russian>.

⁵⁷ Ibid.

⁵⁸ Fight for Right, 2022, « Evacuation of People with Disabilities” international standards and Ukrainian realities. » https://ffr.org.ua/wp-content/uploads/2022/12/funds_new_ffr_en.pdf.

locales préfèrent évacuer les populations plutôt que d'avoir à se concentrer sur les réparations.⁵⁹ Lorsque les communautés sont accessibles, elles ont surtout besoin de carburant et de générateurs pour alimenter les pompes à eau, dont le fonctionnement ne cesse d'être perturbé par les bombardements et les surtensions.⁶⁰ Les **communautés inaccessibles indiquent qu'elles n'ont ni électricité, ni gaz, ni eau, et qu'elles dépendent de générateurs** pour les données mobiles et l'internet, dont l'accès reste limité. Les produits alimentaires et non alimentaires disponibles dans ces zones sont également limités.⁶¹

Les besoins sont particulièrement criants dans les petites villes et les villages, car les **ressources sont souvent centralisées dans un seul magasin, une seule épicerie ou un bureau de poste**. Dans les petits villages, le bureau de poste est souvent le seul moyen de faire entrer de l'argent dans le village, de payer les pensions et les aides sociales, etc. Comme l'explique une ONG ukrainienne, « s'il n'y a pas de route ou si les routes sont minées, il est impossible d'injecter de l'argent dans ce village ». En effet, lorsque l'accès est limité ou que les banques, les distributeurs automatiques de billets, etc. ne fonctionnent pas, comme dans certains endroits proches de la ligne de front, la situation est critique. L'accès à d'autres sources de financement peut être particulièrement difficile pour les personnes handicapées, les personnes âgées et les personnes ayant des difficultés à se déplacer. Comme l'explique Vadim, responsable du projet Cash et Marché de HI, « [dans certains] hameaux, la seule possibilité d'utiliser l'argent liquide est le magasin local, un seul magasin par hameau ».

Les acteurs humanitaires ont également fait état de restrictions à l'égard rassemblements dans de nombreuses zones proches de la ligne de front, ce qui limite l'accès des acteurs humanitaires, mais aussi des personnes en quête d'aide et de services. En effet, dans la majeure partie de l'oblast de Kherson, il est impossible ou extrêmement difficile d'organiser des activités de groupe ou des distributions, en raison des problèmes de sécurité et du manque d'espaces souterrains pour mener des activités.

Réponse

Afin de répondre aux besoins humanitaires dans ces zones difficiles d'accès, diverses mesures sont prises pour faire face aux risques et aux défis posés par l'utilisation d'armes explosives en zones peuplées. Par exemple, lorsque les voies d'accès sont limitées en raison de contraintes de sécurité, de l'état des routes et des conditions météorologiques, les acteurs doivent faire preuve de souplesse en ce qui concerne les moyens de transport, en particulier vis-à-vis de la taille des véhicules de transport. Dans les zones présentant des risques de sécurité plus élevés, notamment en raison de l'utilisation d'armes explosives en zones peuplées, les temps de déchargement doivent être réduits au minimum, certains endroits peuvent être évités et l'atténuation des risques passe souvent par l'existence d'un abri à proximité. Dans de nombreux cas, les services postaux et le réseau de bus apportent un soutien crucial aux communautés en reliant les localités et favorisent l'accès aux moyens de subsistance, notamment en assurant le paiement des pensions. La distribution sûre et efficace des biens et services humanitaires reste problématique et peut nécessiter une livraison de porte-à-porte afin d'éviter les rassemblements de personnes et d'atteindre celles qui ne peuvent pas accéder à un point de distribution. **Ce sont les ONG locales et les**

⁵⁹ Nations Unies en Ukraine, 24 mai 2023, « Briefing paper: The human rights situation of older persons in Ukraine in the context of the armed attack by the Russian Federation. » <https://ukraine.un.org/en/232945-briefing-paper-human-rights-situation-older-persons-ukraine-context-armed-attack-russian>.

⁶⁰ Ibid.

⁶¹ Ibid.

points focaux communautaires qui assurent le plus souvent le soutien aux communautés, notamment en recourant à des équipes mobiles.

Le renforcement et le soutien des capacités locales restent une priorité, en veillant cependant à éviter le transfert de risques de la part des bailleurs de fonds, des ONG internationales ou des agences des Nations unies. Atteindre les personnes les plus à risque dans les zones difficiles d'accès nécessite des moyens adéquats et des stratégies opérationnelles différentes qui peuvent s'avérer plus coûteuses. La protection des civils et des travailleurs humanitaires doit être garantie en toutes circonstances, afin d'assurer un accès humanitaire sûr et sans entrave et une assistance humanitaire fondée sur les principes.

Conclusion

Les études de cas et les témoignages présentés dans le présent rapport montrent l'impact de l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées et difficiles d'accès en l'Ukraine. L'utilisation d'armes explosives dans ces zones a des conséquences directes et indirectes sur la fourniture de services, la cohésion des communautés, l'accès humanitaire, la satisfaction régulière des besoins fondamentaux, la sécurité physique, la santé mentale et le bien-être psychologique, ainsi que sur d'autres aspects sociaux et économiques. **Les États doivent veiller à l'application et au respect du droit international humanitaire.**

Ces études de cas mettent également en évidence la nécessité d'améliorer et de partager les politiques et les pratiques afin de répondre aux besoins urgents et à long terme des civils dans des contextes aussi difficiles : **faciliter un accès humanitaire rapide, sûr et sans entrave à proximité des lignes de front, dans les zones hautement contaminées et dans les territoires occupés ; faire respecter les normes relatives au déminage humanitaire,** notamment à travers l'assistance aux victimes et aux communautés touchées par les conflits armés, l'éducation aux risques des engins explosifs et la Préparation et la Protection aux conflits ; **veiller à recueillir des données désagrégées sur les effets de l'utilisation d'armes explosives en zones peuplées ; prendre en compte les effets directs et indirects que certains comportements peuvent avoir sur les civils ou les biens à caractère civil ; s'adapter et prendre en compte les besoins spécifiques des personnes les plus à risque et les plus touchées par l'utilisation d'armes explosives en zones peuplées.**

Ces études de cas donnent une idée des défis spécifiques rencontrés par l'ensemble de la communauté humanitaire lorsqu'elle travaille dans des contextes d'utilisation d'armes explosives en zones peuplées. Les États, les organisations humanitaires et toutes les autres parties prenantes doivent travailler main dans la main pour mieux identifier ces défis et partager les bonnes pratiques afin d'améliorer la fourniture d'une assistance immédiate et à long terme aux communautés touchées. Le processus de suivi de la Déclaration politique sur l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées constitue une opportunité pour mener à bien ce travail.

« Il ne peut y avoir de répit et il n'y en aura pas jusqu'à la fin du conflit. Peut-être même au-delà. La menace est présente à chaque instant, n'importe où : missiles, engins non explosés, n'importe quoi... Pour moi, pour mes amis, un énorme problème, y compris sur le plan psychologique, est l'incapacité de planifier quoi que ce soit dans notre vie, ne serait-ce qu'un mois à l'avance. Ils

ne savent jamais s'il faudra quitter leur ville à un moment ou à un autre ». -
Serhiy, HI Ukraine, Responsable Zone Accès humanitaire et Sécurité.

Handicap International - Humanity & Inclusion (HI)

HI a été l'une des principales organisations de la société civile engagée dans le processus qui a conduit à la récente signature de la Déclaration politique sur les armes explosives dans les zones peuplées (EWIPA), adoptée en novembre 2022. Dans le cadre du Réseau international sur les armes explosives (INEW), HI entend continuer à surveiller l'impact humanitaire de l'utilisation d'armes explosives en zones peuplées et la mise en œuvre de la Déclaration politique et de tenir les Etats responsables de leurs engagements.

En Ukraine, les opérations de HI visent à alléger les souffrances des populations vulnérables touchées par le conflit en apportant une réponse humanitaire inclusive, immédiate et multisectorielle en vue de répondre aux besoins des populations affectés par le conflit en matière de protection, de santé et de services de base. HI se concentre spécifiquement sur les déplacés internes, les réfugiés, les personnes handicapées, ainsi que les personnes présentant des blessures et des signes de détresse psychologique, tout en s'attachant à réduire les risques liés à la contamination par engins explosifs, à faciliter l'acheminement de l'aide en Ukraine et à soutenir l'action humanitaire au sens large pour qu'elle soit plus inclusive.

Publié par Handicap International – Humanity & Inclusion

Site internet: <http://www.hi.org>



Norwegian Ministry
of Foreign Affairs

Cette étude a bénéficié du soutien financier du ministère des Affaires Etrangères de Norvège. Les points de vue exprimés dans ce document ne reflètent en aucun cas les positions du gouvernement de Norvège.



Crédit première et dernière de couverture: Session de sensibilisation aux dangers liés aux mines et aux engins explosifs dans le village de Velyka Komyshuvakha, dans la région de Kharkiv, octobre 2023. © M.Monier / HI

Publié pour la première fois en février 2024, © Handicap International.

Handicap International est enregistré en France sous les références suivantes: N° SIRET: 519 655 997 00038 - Code APE: 9499Z.

La présente publication est protégée par le droit d'auteur, mais peut être reproduite par n'importe quelle méthode, gratuitement et sans autorisation préalable, à des fins pédagogiques mais pas pour la revente. La reproduction dans toutes autres circonstances nécessite l'autorisation préalable par écrit de l'éditeur, et pourra donner lieu au versement de droits d'auteur.